

Rapport

pour le texte du Prof. Georgi Dimitrov Dimitrov Reconstruction empirique des interactions politiques dans l'histoire de l'intégration bulgare dans l'Union européenne (Recherche sur les mémoires des participants au processus), présenté comme une thèse pour l'attribution du grade scientifique "Doctor Habilis" dans la spécialité 3.3. Sciences politiques

Il existe des recherches qui, même en raison de leur ampleur, suggèrent une conversation longue et approfondie, posent des questions, échangent des compréhensions, débattent des arguments, comparent des schémas théoriques. Son échelle repose à la fois sur la problématique choisie, elle-même très large, et sur la nécessité de présenter la recherche par le biais du langage – rédiger un texte de recherche significatif et structuré de 1050 pages est à la fois un défi et un exploit. La thèse présentée est sans aucun doute un texte de grande envergure, fruit d'une recherche longue et originale.

Dans un tel rapport, je ne peux ignorer la considérable expérience de recherche accumulée par l'auteur. Le professeur Georgi Dimitrov est un chercheur reconnu dans le domaine de la sociologie et des études européennes. Par conséquent, la nouvelle thèse présentée ne peut manquer de refléter cela. En un sens, c'est à la fois une concentration de l'expérience accumulée, un résumé d'un parcours de recherche antérieur, mais aussi une ouverture vers une nouvelle entreprise, un début inattendu de développement dans une nouvelle direction.

La sociologie, les études européennes et les sciences politiques sont des sciences sociales aussi bien que des sciences humaines. Les frontières entre elles sont conditionnelles dans la mesure où elles dépendent des rapports de force entre les institutions à l'origine des différentes disciplines universitaires : facultés, chaires, départements. Le champ cognitif, cependant, est commun aux trois disciplines par ailleurs distinctes. Le professeur Georgi Dimitrov a réussi à déployer progressivement son effort de recherche simultanément dans les trois domaines académiques, sans que cela se fasse au détriment de sa rigueur et de son exigence théorique.

L'adhésion de la Bulgarie à l'UE dans la quasi-totalité des études de sciences politiques est généralement considérée comme un élément essentiel, sinon la condition principale de la réussite de ce qu'il est convenu d'appeler la transition post-communiste. Ce concept implique une transformation politique, économique et sociale substantielle du régime politique du communisme soviétique et de la société qu'il a modelée en un régime politique de démocratie libérale de style occidental et son économie de marché correspondante (bien que spécifiquement après 1989 dans sa variété de capitalisme néolibéral). Probablement pour cette raison, la recherche présentée, dans le but de proposer une approche nouvelle et originale de la compréhension de ce processus d'adhésion (intégration), refuse d'être une autre description (bien que systématique) de ce qui s'est passé, ni de tester les théories disponibles des transitions démocratiques (transitologie) enrichies par les théories de l'intégration. Au contraire, la recherche déclare, et réalise ce qu'elle a déclaré, qu'elle construit une compréhension du processus d'intégration de la Bulgarie dans l'UE comme étant en grande partie le résultat d'un manque de stratégie développée à cet égard, tant de la part des organes de l'Union (principalement la CE) et de la part des pays candidats à l'adhésion. Il s'agit sans aucun doute d'une intention paradoxale car elle remet

en question une convention répandue selon laquelle l'intégration européenne suit invariablement l'élargissement et la transition post-communiste nécessite inévitablement l'intégration en Europe (utilisée comme synonyme de l'UE).

Une approche originale.

Le premier constat que je voudrais faire dans ce rapport est précisément l'originalité de la démarche de recherche. Il est généralement non positiviste et largement basé sur les principes du constructivisme social. Mais ce n'est pas là ce qui est essentiellement nouveau et original dans l'approche générale adoptée. Le nouveau et l'original se trouvent dans la relation entre théorie et empirisme : l'empirique n'est pas subordonné au théorique, mais constitue un effort parallèle pour parvenir à de nouvelles connaissances, sans s'enfermer dans des théories explicatives disponibles et acceptées comme valables.

L'essentiel dans l'approche est que l'élargissement de l'UE est toujours avant tout une question de politique, mais comprise dans ses trois dimensions, véhiculées en anglais par les mots *polity*, *politics* et *politicity*. *Polity* comme constitution de la communauté politique, *politics* comme terrain de collision et de coopération de différents intérêts sociaux, *politicity* comme activité organisée et déterminée pour atteindre des objectifs communs. Ces dimensions du processus d'élargissement de l'UE sont en interaction continue, c'est pourquoi le processus n'est pas tant universel que spécifique. Ainsi, dans l'étude, l'intégration de la Bulgarie dans l'UE affecte simultanément la société bulgare (politique, institutions, pratiques), les États membres et l'Union dans son ensemble. La question, cependant, est de savoir dans quelle mesure les trois dimensions du politique ont un poids égal dans le processus global, qui prévaut en pratique. L'étude explique plutôt que le processus d'élargissement dépend beaucoup plus du pouvoir discrétionnaire des bureaucraties (que ce soit à Bruxelles ou à Sofia) que de l'intérêt des partis politiques ou de la pression de la société civile. Probablement parce que, comme le soutient l'auteur, l'UE franchit cette étape pour des raisons géopolitiques (pour répondre à sa sécurité menacée).

L'approche originale est aussi la mobilisation des mémoires des acteurs clés du processus d'intégration de la Bulgarie à l'UE. Recueillir autant d'interviews de haute qualité est évidemment difficile, mais il est beaucoup plus difficile d'analyser la grande quantité de matériel collecté. L'auteur parle à juste titre de « l'écran souvenirs » des participants, subjectif, parfois déformé, biaisé politiquement. La patience et la persévérance à travailler avec ces documents de mémoire sont sans aucun doute remarquables.

47 personnes ont été interrogées : 2 premiers ministres, 7 vice-premiers ministres, 7 ministres des affaires étrangères, des ministres et leurs adjoints, des directeurs et chefs de départements d'unités institutionnelles sur l'intégration européenne dans l'administration de l'État, des négociateurs en chef et des diplomates, des chefs de groupes de travail sur les chapitres de négociation. Sur cette base, l'outil d'analyse permet d'identifier 8638 (!) accents sémantiques distincts du discours, analysés dans la combinaison de l'analyse discursive et de contenu. Suffisant pour collecter et traiter les informations nécessaires à la reconstruction des idées sur le processus d'intégration répandues dans l'élite politico-administrative et pour sortir les attentes pertinentes du côté bulgare.

Mais cette méthode se justifie par le choix méthodologique même de la recherche - elle ne vise pas à « rechercher l'universellement commun » (caractéristique de la recherche théorique), mais la spécificité comme source de l'effet cognitif. Parce que l'approche globale est celle du constructivisme social – les processus analysés sont socialement construits et donc, comme l'affirme de manière convaincante l'auteur, peuvent emprunter des voies alternatives. En d'autres termes, rien n'est prédéterminé car cela

dépend en fin de compte des perceptions et des actions qui en découlent des acteurs sociaux impliqués. Et là j'ajouterais qu'il serait sans aucun doute intéressant de voir quelles alternatives possibles émergent du matériel collecté qui ne se sont pas concrétisées mais qui étaient possibles ?

Enfin, dans cette partie sur l'approche de recherche originale choisie, je soulignerai que, selon l'auteur, « l'élargissement à l'Est de l'UE n'est pas une série d'événements, mais un processus unique de transformations appelé à résoudre un problème socio-politique existentiel » de l'Europe après l'effondrement du bloc socialiste ». L'affirmation n'est pas très répandue, et l'idée que la CEE s'est réellement battue pour sa survie (précisément lorsqu'elle est devenue l'Union) à travers l'élargissement ne fait généralement pas partie des explications largement utilisées de ce qui s'est passé. On parle beaucoup plus du « choix civilisationnel » des sociétés d'Europe centrale et orientale, de la « troisième vague » de démocratisation, des progrès quasi constants et irréversibles vers une gouvernance démocratique. En ce sens, la thèse sur le « problème existentiel » de l'Europe (occidentale) est sans doute originale.

Dans le même ordre d'idées se trouve la thèse de la « dose importante d'inertie civilisationnelle » des sociétés dans l'espace post-soviétique européen, qui explique, entre autres, les difficultés du processus d'intégration. Les anciens héritages (pas seulement du régime communiste) ont un poids considérable dans l'adaptation des sociétés d'Europe de l'Est au nouvel environnement social, économique et politique de l'Europe de l'Ouest.

La structure logique.

Comment organiser une intention de recherche, si large dans sa conception, en une structure logique d'un texte décrivant à la fois l'intention de recherche elle-même, sa démarche, ses arguments et ses résultats ? Cette tâche difficile est résolue d'une très bonne manière dans les 10 chapitres de l'exposé, dont chacun couvre les principaux domaines d'analyse et tire finalement ses conclusions les plus importantes.

Mais la difficulté vient ici du besoin et du désir de l'auteur de mobiliser trois ensembles de concepts connexes. Le premier porte sur l'explication même de l'essence de la transformation qui est à la base de l'intégration de la Bulgarie dans l'UE : européanisation, postcommunisme, intégration. L'auteur pose l'européanisation (qui est essentiellement un changement de civilisation) comme condition d'une intégration réussie, mais aussi comme un processus de transformation d'une situation qualifiée de postcommunisme (résidant à la fois dans l'héritage du communisme et dans quelque chose de souhaité mais pas encore réalisé, comme l'européanisation). Mais d'un autre côté, « l'héritage communiste » lui-même reste en quelque sorte irrésolu, le « communisme » est décrit dans les catégories du « despotisme asiatique » opposé à l'Europe. Et ce qui apparaît comme la « nostalgie du communisme » dans les sociétés d'Europe de l'Est contient également des attentes d'un ordre fondé sur la justice sociale, contesté et apparemment détruit (parce qu'il n'existait pas réellement avant) par le capitalisme néolibéral de l'UE depuis le début des années 2000 de la transition postcommuniste.

Le deuxième groupe de concepts décrit les acteurs impliqués dans le processus : institutions, bureaucraties, partis, ONG, opinion publique. L'analyse elle-même fait référence à l'intégration bulgare, donc les acteurs bulgares sont également au centre. Mais pas sur un pied d'égalité – l'intégration reste largement entre les mains de la bureaucratie des experts des équipes de négociation, et encore moins l'objet d'un véritable débat politique (essentiellement absent), aussi le constat même que pour les

interviewés il n'y a pas d'unanimité pour la date du démarrage effectif des négociations d'intégration montre à quel point le processus n'est pas structuré et organisé autour d'un agenda stratégique. Au contraire, les décisions et les actions ad hoc prévalent, ce qui crée en outre les difficultés déjà structurelles d'intégration d'une société postcommuniste comme la société bulgare en Europe. La question qui se pose ici est, quelle est la raison? Pourquoi la technocratie est-elle apparue comme un facteur majeur dans les négociations, et dans le processus lui-même ? Est-ce une faiblesse des acteurs politiques ou de la société civile ? Ou parce que du côté de l'UE, l'acteur principal est la CE, avec toutes ses directions générales et une bureaucratie très développée ?

Le troisième groupe sont les concepts du politique : polity, politics, policity. J'en ai déjà fait un commentaire plus haut et la question connexe de la dimension imposée – qu'elle soit institutionnelle avant tout, ou politique au sens étroit du terme (comme lutte politique). Ou, enfin, quelque chose comme une politique publique d'intégration imparfaite, mais orientée technocratiquement ? Ces questions se réfèrent à ce qui précède.

Les conclusions originales.

La recherche originale plaide également pour des conclusions originales. Je vais essayer ici de résumer ceux qui, à mon avis, font la plus forte impression et en tout cas se démarquent parmi la littérature de recherche déjà abondante sur la question de l'intégration de la Bulgarie à l'UE.

La première chose qui frappe est la conclusion selon laquelle « l'intégration européenne dans notre pays ne pourrait jamais devenir le principal centre d'intérêt de l'opinion publique ». Contrairement à la transition postcommuniste, qui reste toujours au centre des débats politiques et académiques (principalement sur le fait qu'elle soit ou non terminée). Encore une fois, la question, pourquoi en est-il ainsi, a également été posée ci-dessus. Est-ce parce que la « transition » (une étiquette nominale pour des phénomènes nombreux et variés) incluait l'intégration européenne comme un élément nécessaire, mais seulement un élément de quelque chose de plus grand ? Est-ce parce que le public n'avait pas les qualifications nécessaires pour comprendre les complexités bureaucratiques et technologiques de la « transposition » de la législation, des acquis communautaires, des « chapitres de négociation », tout ce langage technique qui semblait voiler les aspects politiques (intérêts) du processus ? La recherche offre quelques réponses possibles, mais elles méritent d'être approfondies.

Une conclusion plus remarquable dans la recherche porte sur la question de la transformation produite par l'intégration de la Bulgarie en termes de paramètres les plus essentiels du développement social. Il ne fait aucun doute que la société bulgare a considérablement changé par rapport à 1989. De plus, la recherche montre clairement « qu'il n'y a pas de régression dans les valeurs de tous les indicateurs » du développement social, c'est-à-dire qu'il y a des progrès. Mais la conclusion selon laquelle « les progrès réalisés – au total sur la décennie – ne peuvent en aucun cas être évalués comme le développement global du pays » est pessimiste. Et l'auteur considère à juste titre qu'il s'agit « du plus grand danger que nous faisons courir à l'avenir de l'Union ».

Cependant, pourquoi le développement global du pays n'a-t-il pas atteint les normes attendues ou supposées ? L'une des raisons, selon l'auteur, réside dans ce qu'il appelle la « conditionnalité de pré-adhésion », c'est-à-dire l'exigence d'atteindre des critères d'adhésion annoncés à l'avance qui changeraient la société. Cette conditionnalité de préadhésion a été appliquée « de manière diffuse et incohérente », sans programme stratégique systématique pour unir des actions disparates et diverses

dans un objectif commun. En fait, selon l'auteur, cette conditionnalité n'est pas un scénario naturel ou le seul possible pour un tel changement. Ce serait intéressant, quels sont, selon l'auteur, les autres scénarios possibles du changement ? D'où pourrait venir l'impulsion pour que la société change dans le même sens, mais avec un meilleur résultat ?

Les récits des « intégrateurs européens » bulgares prouvent que l'intégration de la Bulgarie s'est faite « en vertu d'une série de situations, par rapport auxquelles des décisions politiques ad hoc ont été prises, et non comme la mise en œuvre d'une stratégie mûrement réfléchie. » Par conséquent, l'auteur conclut que l'orientation générale vers l'intégration européenne « a été plus un souhait qu'un agenda politique », « un positionnement de valeur plutôt qu'un détaillement de fond de la position ». L'idéologie du choix de la valeur a-t-elle éclipsé la nécessité d'une stratégie pragmatique clairement définie ?

Mais un peu plus loin dans le texte, l'auteur note que les informations issues des entretiens permettent de comprendre « pourquoi il est normal, selon les spécificités de cette question et les particularités du moment historique, qu'elle soit restée publiquement méconnue et incomprise ». Si la problématique est décrite avant tout comme un choix de valeurs, il n'y a aucune raison pour qu'elle reste méconnue et incomprise. Il ne le sera que s'il est présenté dans les termes du langage technique de l'administration communautaire. De plus, au moins au début du processus (les années 1990), la CE elle-même promeut la compréhension de l'intégration européenne principalement comme « l'harmonisation de la législation bulgare avec la législation européenne » (transfert d'acquis), ce qui est une question suffisamment professionnelle pour être vraiment comprise par tout le monde.

Une autre conclusion liée au succès limité du changement social qui répond réellement aux normes de l'UE est liée au travail de la CE elle-même – l'acteur principal du processus. Il s'avère, et c'est argumenté dans la recherche, qu'en fait le suivi et l'évaluation du processus par la CE ne suivent en aucune façon une méthodologie rigide et strictement experte. Mais c'est très risqué, car en même temps cela ne donne pas une idée claire de ce qui a été réalisé et des difficultés du processus, mais cela délégitime également la position d'une instance telle que la CE devant l'opinion publique et la société dans son ensemble.

Un profond pessimisme s'insinue constamment dans le texte des conclusions sur les différentes orientations de l'intégration européenne. « L'élargissement à l'Est de l'UE devrait associer les sociétés frontalières post-communistes au processus d'intégration en Europe, mais cela ne peut se faire en raison de l'incommensurabilité qualitative des deux « ingrédients » qui doivent être unis. » Mais alors, est-ce que le processus d'un élargissement de l'UE à l'Est est justifié ? Sauf si c'est seulement une géopolitique, mais pour cela, probablement, seul l'élargissement de l'OTAN suffirait.

L'auteur pointe une contradiction essentielle et structurelle dans le Cinquième élargissement de l'UE (à l'Est). Il souligne que, selon la logique de la plus grande sécurité recherchée en Europe, l'élargissement devrait couvrir le maximum de pays, alors que selon la logique des intérêts nationaux des États membres, au contraire, moins de pays devraient être intégrés, principalement en raison des dépenses budgétaires prévisibles. Mais comment sortir de cette situation ?

L'étude aborde également en détail le thème de la « difficulté des négociations » pour l'intégration en tant que champ indépendant pour la compréhension globale du processus. L'auteur apporte des arguments convaincants à la thèse selon laquelle il existe une inégalité importante entre les pays

candidats, mais aussi entre les secteurs concernés soumis à « l'eupéanisation ». La difficulté réside principalement dans le degré de commensurabilité entre les pratiques publiques en Bulgarie par rapport aux normes européennes. Trouver une telle différence et la mesurer n'est pas une découverte. Mais la conclusion originale de l'étude présentée est à nouveau profondément pessimiste : « la racine commune du problème avec les négociations difficiles réside dans l'essence du défi civilisationnel inhérent à la tâche d'eupéanisation de la société bulgare ».

Enfin, une conclusion originale découle du travail spécifiquement avec les entretiens des intégrateurs européens bulgares. Ce qu'ils ont en commun, c'est qu'il existe « a) une majorité d'opinions selon lesquelles le processus historique en cours est sans alternatives et b) une minorité d'interprétations selon lesquelles des alternatives sont concevables ». Concevables, mais la question est, pourquoi n'ont-ils pas été discutés ? Peut-être parce qu'ils étaient dominés par l'idée prépondérante que l'alternative à l'intégration européenne est l'intégration en Eurasie ? (il est bien douteux qu'il s'agisse d'une alternative sérieusement partagée ou pensée).

Commentaire sur les contributions.

Évaluer dans un court rapport un texte aussi volumineux, correspondant à une étude aussi vaste, est extrêmement difficile. Le critique simplifiera inévitablement, mais sélectionnera surtout les aspects qui lui semblent les plus importants, mais avec la conscience claire qu'il n'a pas de critère universel pour une telle importance.

Le résumé joint à la thèse met en évidence 11 contributions, qui sont finalement évaluées comme suit : « Aucune des réalisations de recherche répertoriées, et encore moins leur synthèse, n'a de précédent dans la science politique bulgare, et à notre connaissance, dans le monde ainsi. » Bien qu'une telle déclaration semble prétentieuse, il y a lieu de le dire. La recherche présentée réussit en effet à élargir nos connaissances sur le processus d'élargissement de l'UE vers l'Est d'une manière nouvelle et même inattendue, nous faisant continuer à poser des questions importantes sur l'avenir de l'intégration européenne.

L'archive des mémoires de l'intégration bulgare dans l'UE, créée au cours de la recherche, est sans aucun doute une réalisation utile également pour d'autres chercheurs. J'accepte également que la logique historico-politique par laquelle « l'écart entre les exigences de l'adhésion et les obligations de l'adhésion à l'UE fut construite » est "expliquée".

Je considère que la cinquième contribution est particulièrement importante : « La gradation qualitative particulière du processus historique est expliquée, résultant de la recherche progressive d'une solution politique à la contradiction motrice selon laquelle l'adhésion à l'UE doit avoir lieu en raison de l'intérêt stratégique de la sécurité européenne, mais ne peut pas avoir lieu en raison de la différence de civilisation entre les sociétés post-communistes, en particulier la Bulgarie, et les sociétés d'Europe occidentale, sur les liens économiques et politiques desquelles l'UE est construite. »

La neuvième contribution est également incontestable, que la recherche a clarifié « la logique historico-politique particulière, par la force de laquelle l'adhésion à l'UE est saisie dans des catégories de valeur abstraites », et « l'effort politique dans la préparation est concentré et presque épuisé par

l'harmonisation juridique avec les acquis du droit de l'UE.' » Par conséquent, « cette minimisation politique de la tâche est le prix de sa réussite conditionnelle ».

Mais surtout, je conviens que l'étude « offre une alternative dialectique et historicisée fondée sur des preuves à l'orientation positiviste des principales études sur la politique d'élargissement de l'UE ».

Conclusion.

Un examen par les pairs est censé juger non seulement des mérites de la thèse soumise, mais également si ces mérites répondent aux critères d'attribution d'un grade scientifique. Mon avis est catégorique: la thèse présentée par le professeur Georgi Dimitrov Dimitrov possède toutes les qualités nécessaires pour l'obtention du grade « Docteur Habilis en sciences politiques ».

C'est parce que j'accepte certainement son opinion selon laquelle « l'intégration bulgare dans l'UE mérite de faire l'objet d'une attention particulière », « parce que c'est un problème pour l'avenir de l'UE ». Mais aussi parce qu'il nous offre une nouvelle compréhension d'une histoire déjà existante. Il était une fois, quand presque une candidature d'étudiant sur deux pour une thèse de diplôme proposait « l'intégration de la Bulgarie dans l'UE » comme sujet. La thèse présentée est susceptible de modifier sensiblement les sujets des thèses proposées et celles-ci s'interrogeront de plus en plus sur l'avenir de l'UE.

Antony Todorov